



INDEX DES DÉBATS DU SÉNAT

(indexé au 20 octobre 2000)

36^e législature - 2^e session

(Ouverture le 12 octobre 1999)

(Dissolution le 22 octobre 2000)

INDEX

ABRÉVIATIONS

1 ^{re} , 2 ^e , 3 ^e	1. = première, deuxième, troisième lecture
a.	= adoption
(m)	= modification
am.	= amendement
mot.	= motion
art.	= article
q.	= question
com.	= comité
rap.	= rapport
déc.	= déclaration
ren.	= renvoi
	de sénateurs
r.	= réponse
(F)	= <i>Feuilleton</i>
s.r.	= sanction royale
hon.	= honorable
sén.	= sénateur

NOTE EXPLICATIVE

Cet index contient l'analyse des sujets des débats et les noms des participants

* Astérisque :

Devant le nom d'un orateur, indique l'auteur d'une motion ou d'une interpellation ou le parrain d'un projet de loi privé ou au nom du gouvernement

Caractères gras :

Numéros des projets de loi Ex.: **C-2, C-3, C-4**

Nom des intervenants et sujets des débats

Ex.: **Abella, Commission; Adams, l'hon. Willie; Aéronautique, Loi--C-36**

Projets de loi :

Une liste complète figure sous la rubrique principale « **Projets de loi** »

Termes de renvois :

À la fin d'un texte, indiquent d'autres références pertinentes au sujet

Ex.: **Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce**

Canada, négociations, allusions, 32, 242

Voir aussi **Douanes et Tarif des douanes--C-9--Partie II**

À la suite du titre principal, indiquent le renvoi d'un sujet au terme précis sous lequel il est indexé

Ex.: **Accidents industriels. Voir Justice et sécurité publique**

Suivis d'un long tiret, indiquent qu'un sous-titre détient l'information recherchée

Ex.: **Bhopal. Voir Affaires extérieures--Inde**

Suivis d'un point-virgule, indiquent divers renvois bien distincts

Ex.: **Défense multilatérale. Voir Défense; Questions multilatérales**

Tenant compte des divers points de vue, de nombreux renvois sont indiqués dans le but d'éviter la duplication des données -

Titres principaux des divers thèmes abordés lors des séances:

Sont choisis selon la méthode des « mots-clés » et ne sont pas le mot-à-mot des en-têtes qui figurent dans les Débats

Lois sanctionnées durant la session

LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ

Chapitre

Loi n^o

Sanction : le 30 mars 2000

- | | | |
|----|---|------|
| 36 | Loi modifiant la loi constituant en personne morale le Conseil des anciens de la section canadienne de l'Église morave canadienne | S-14 |
|----|---|------|

LOIS D'INTÉRÊT PUBLIC

* Chapitre

Loi n^o

Sanction : le 16 décembre 1999

- | | | |
|----|---|------|
| 35 | Loi portant mise en oeuvre de l'Accord conclu entre le gouvernement du Canada, les gouvernements d'États membres de l'Agence spatiale européenne, le gouvernement du Japon, le gouvernement de la Fédération de Russie et le gouvernement des États-Unis d'Amérique sur la coopération relative à la Station spatiale internationale civile et apportant des modifications connexes à d'autres lois | C-4 |
| 36 | Loi de crédits n ^o 3 pour 1999-2000 | C-21 |

Sanction : le 30 mars 2000

- | | | |
|---|---|-------|
| 1 | Loi modifiant la Loi sur le casier judiciaire et une autre loi en conséquence | C-7 |
| 2 | Loi modifiant le Code criminel (fuite) | C-202 |
| 3 | Loi de crédits n ^o 4 pour 1999-2000 | C-29 |
| 4 | Loi de crédits n ^o 1 pour 2000-2001 | C-30 |

Sanction : le 13 avril 2000

- | | | |
|---|---|--|
| 5 | Loi visant à faciliter et à promouvoir le commerce électronique | |
|---|---|--|

	en protégeant les renseignements personnels recueillis, utilisés ou communiqués dans certaines circonstances, en prévoyant l'utilisation de moyens électroniques pour communiquer ou enregistrer de l'information et des transactions et en modifiant la Loi sur la preuve au Canada, la Loi sur les textes réglementaires et la Loi sur la révision des lois	C-6
6	Loi portant création des Instituts de recherche en santé du Canada, abrogeant la Loi sur le Conseil de recherches médicales et modifiant d'autres lois en conséquence	C-13
7	Loi portant mise en vigueur de l'Accord définitif Nisga'a	C-9
Sanction : le 31 mai 2000		
8	Loi modifiant la Loi sur les subventions aux municipalités	C-10
9	Loi concernant l'élection des députés à la Chambre des communes, modifiant certaines lois et abrogeant certaines autres lois	C-2
Sanction : le 29 juin 2000		
10	Loi modifiant la Loi sur la défense nationale, la Loi sur l'identification par les empreintes génétiques et le Code criminel	S-10
11	Loi mettant en oeuvre un accord, des conventions et des protocoles, conclus entre le Canada et le Kirghizistan, le Liban, l'Algérie, la Bulgarie, le Portugal, l'Ouzbékistan, la Jordanie, le Japon et le Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	S-3
12	Loi visant à moderniser le régime d'avantages et d'obligations dans les Lois du Canada	C-23
13	Loi modifiant la Loi sur la Défense nationale (non-déploiement de personnes de moins de dix-huit ans sur des théâtres d'hostilités)	S-18
14	Loi portant création de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 28 février 2000	C-32
15	Loi modifiant la Loi sur les transports au Canada, la Loi sur la concurrence et la Loi sur la participation publique au capital d'Air Canada et modifiant une autre loi en conséquence	C-26
16	Loi modifiant la Loi sur les transports au Canada	C-34
17	Loi visant à faciliter la répression du recyclage financier des produits de la criminalité, constituant le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada et modifiant et abrogeant certaines lois en conséquence	C-22
18	Loi de crédits n° 2 pour 2000-2001	C-42
19	Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu, la Loi sur la taxe	

INDEX DES DÉBATS DU SÉNAT
2^e session, 36^e législature—1999-2000

	d'accise et la Loi d'exécution du budget de 1999	C-25
20	Loi modifiant la partie II du Code canadien du travail, portant sur la santé et la sécurité au travail, apportant des modifications matérielles à la partie I du Code canadien du travail et modifiant d'autres lois en conséquence	C-12
21	Loi visant à changer le nom de la circonscription électorale de Rimouski	C-445
22	Loi visant à changer le nom de certaines circonscriptions électorales	C-473
23	Loi autorisant l'aliénation des biens de la Société de développement du Cap-Breton et permettant sa dissolution, modifiant la Loi sur la Société de développement du Cap-Breton et apportant des modifications corrélatives	C-11
24	Loi concernant le génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre et visant la mise en oeuvre du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, et modifiant certaines lois en conséquence	C-19
25	Loi modifiant le Code criminel (conduite avec facultés affaiblies causant la mort et autres matières)	C-18
26	Loi donnant effet à l'exigence de clarté formulée par le Cour suprême du Canada dans son avis sur le Renvoi sur la sécession du Québec	C-20
Sanction : le 21 septembre 2000		
27	Loi modifiant la Loi sur le Parlement du Canada et la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires	C-37
Sanction : le 20 octobre 2000		
28	Loi constituant la Commission canadienne du tourisme	C-5
29	Loi abrogeant la Loi constituant en corporation The Western Canada Telephone Company	S-26
30	Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise et une loi connexe, la Loi sur la faillite et l'insolvabilité, la Loi d'exécution du budget de 1997, la Loi d'exécution du budget de 1998, la Loi d'exécution du budget de 1999, le Régime de pensions du Canada, la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies, la Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels, la Loi sur les douanes, le Tarif des douanes, la Loi sur l'assurance-emploi, la Loi sur l'accise, la Loi de l'impôt sur le revenu, la Loi sur la Cour canadienne de l'impôt et la Loi sur l'assurance-chômage	C-24
31	Loi modifiant la Loi sur la production de défense	S-25
32	Loi concernant les parcs nationaux du Canada	C-27
33	Loi concernant l'accord conclu avec la nation crie de Norway House sur le règlement de questions liées à la submersion de terres	

	et concernant la création de réserves au Manitoba	C-14
34	Loi portant modification de la législation concernant les avantages pour les anciens combattants	C-41
35	Loi concernant l'octroi d'une aide financière supplémentaire pour les services de santé, les appareils médicaux et les techniques de communication et d'information en matière de santé, le développement de la petite enfance, et d'autres services sociaux et modifiant la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces	C-45